



L'AUSTERITÉ RESTE LA RÈGLE !

Il y a un peu plus de 18 mois, certains espéraient le changement.

En effet, après 5 ans de RGPP, de restructurations, de suppressions de postes dans tous les ministères, mais aussi de gel du point d'indice, il paraissait inconcevable qu'un gouvernement prônant le changement applique la même politique d'austérité 2 ans après.

C'est oublier un peu vite que le Pacte budgétaire européen, c'est-à-dire le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) nous impose des contraintes sans précédent.

Le gouvernement a voulu nous faire croire que le traité initié par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel avait été renégocié, ce qui est faux bien entendu.

Il a simplement été ajoutée une annexe sur le pacte de croissance d'un montant de 120 milliards dont la moitié était déjà budgétisé. La logique reste donc la même avec des contraintes budgétaires fortes sur les Etats avec l'interdiction de dépasser un déficit structurel supérieur à 0,5 % du PIB, sous peine d'amendes.

C'est dans ce contexte que s'ouvrent les futures discussions sur l'avenir des carrières des fonctionnaires et la refonte de la grille indiciaire suite au rapport Pécheur.

Bien sûr, la FGF-FO restera combative lors des concertations et négociations à venir, mais reste pragmatique et réaliste sur les réalités budgétaires.

En effet quand, dans le même temps, le gel du point d'indice est maintenu, les mesures catégorielles sont en berne (promotions, primes, etc.), les crédits d'action sociale largement amputés, et les effectifs supprimés par pans entiers dans les missions ministérielles soi-disant non prioritaires, la crédibilité du gouvernement est mise à mal.

Une fois de plus, le dialogue social a démontré ses limites.

La FGF-FO fait le constat que seule l'action syndicale pourra entrainer une autre orientation. Nous devons donc construire dès le début de l'année 2014 le rapport de force nécessaire pour faire infléchir cette politique gouvernementale !

D'ici là, la FGF-FO vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année.

PARIS, le 19 décembre 2013

